

*Article 21 du Règlement***LA DÉFENSE NATIONALE**

ON DEMANDE DE FAIRE DE GANDER (T.-N.) UNE BASE DES FORCES ARMÉES CANADIENNES

M. George Baker (Gander-Twillingate): Cela fait neuf ans que je demande le statut de base pour la station des Forces armées canadiennes de Gander. Terre-Neuve n'a toujours pas à l'heure actuelle de base des Forces armées canadiennes. Cette province occupe une position stratégique de défense et une base militaire pourrait y être utile à bien des égards. L'Escadron de recherche et de sauvetage, qui accomplit un excellent travail, y est déjà installé par suite d'une décision du gouvernement de tenter d'assurer la sécurité de nos militaires en mer.

En outre, j'ai fait valoir à trois ministres successifs de la Défense nationale qu'il serait tout simplement logique de stationner des intercepteurs à réaction à Gander, soit en permanence, soit comme base avancée, compte tenu des fréquentes interceptions de bombardiers soviétiques qui dérivent parfois de leur itinéraire au large de ma circonscription. Je crois fermement que ces interceptions seraient considérablement accélérées si Gander devenait la base avancée de stationnement de nos intercepteurs.

Quelle que soit la logique employée, monsieur le Président, la SFC de Gander devrait devenir la BFC de Gander. Comme je l'ai demandé aux deux prédécesseurs du ministre de la Défense nationale, un libéral et un conservateur, je demande maintenant au ministre actuel de faire une base de la station de Gander.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LA BASE DES FORCES ARMÉES CANADIENNES À CHATHAM (N.-B.)—LE MAINTIEN

M. Bob Corbett (Fundy-Royal): Monsieur le Président, la situation évolue si vite à Chatham, au Nouveau-Brunswick, qu'il n'est guère étonnant que ses habitants ne sachent plus sur quel pied danser. En 1976, le premier ministre (M. Trudeau) a promis aux gens de Chatham que la base aérienne ne serait jamais fermée, et ce tant qu'il demeurerait premier ministre. En deux temps trois mouvements, le gouvernement libéral a fait volte-face et a annoncé que l'on procéderait par étapes à la fermeture de la base militaire de Chatham.

Dans un esprit de résolution et de loyauté, le député de Northumberland-Miramichi (M. Dionne) a promis à ses électeurs qu'il ferait tout en son pouvoir pour que l'on ne touche pas à la base. La semaine dernière, ce joueur de clairon de Miramichi a déclaré qu'il tâcherait de trouver d'autres sources d'emplois pour les gens de la localité, revenant ainsi sur sa promesse. Ni ce député ni ses *béni-oui-oui* de collègues ne comprennent que les habitants de Chatham tiennent à ce que la base reste ouverte, car celle-ci revêt une importance critique pour leur localité et pour la survie économique de leur région.

Le leader parlementaire des conservateurs (M. Nielsen) s'est rendu à Chatham en fin de semaine dernière, où il a clairement expliqué que, sous un gouvernement progressiste conservateur, on jugerait essentiel pour le système national de défense et pour l'économie de la région de conserver la base des Forces armées de Chatham. Nous proclamons officiellement depuis longtemps déjà qu'il faut maintenir cette base et nous sommes décidés à respecter notre promesse. Il convient de

condamner avec véhémence le gouvernement libéral et son député de Northumberland-Miramichi pour avoir voulu fermer ce secteur vital de l'économie. En d'autres mots, et ils me comprendront, camarades, c'est le chant du cygne pour les gens d'en face que l'on entend!

* * *

[Français]

PARTIS POLITIQUES

LE PARTI NATIONALISTE AU QUÉBEC—L'ÉTAT DES FINANCES

M. Gaston Gourde (Lévis): Monsieur le Président, le parti nationaliste est engagé dans son opération de recrutement, que le chef intérimaire, Marcel Léger, a subitement appelé «l'Opération pantoufle». Cette formation politique tarde cependant à prendre son élan. Les Québécois ont compris la supercherie des pseudo-indépendantistes. Il faut reconnaître l'intelligence de René Lévesque, qui s'est débarrassé d'un ministre encombrant en lui offrant ce cadeau de grec qu'est le parti nationaliste. Par son opération pantoufle, le parti nationaliste aura une réponse claire des Québécois, qui les verront venir de loin ces «nationaux» avec leurs gros sabots. Marcel Léger est dans ses petits souliers. Il est maintenant aux prises avec tous ces problèmes et il ne peut plus donner l'impression qu'il recule. J'avais déjà prédit que le parti nationaliste ne ferait élire aucun député au prochain scrutin fédéral. Maintenant, je crois fort possible qu'ils ne présenteront aucun candidat aux prochaines élections, faute d'appui. J'enjoins en effet au chef du parti nationaliste, au nom de la transparence dont ils se vantent eux aussi, ces «nationaux», de dévoiler l'état des finances du recrutement dans son parti plusieurs mois après le lancement de cette formation et de mettre à la disposition des intéressés les informations pour fins de vérification.

* * *

[Traduction]

LES LOTERIES

LOTO CANADA—L'EMBAUCHAGE D'UN EXPERT-CONSEIL

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): La fièvre du jeu qui s'était emparée des Canadiens ces dernières semaines s'est maintenant dissipée et nous savons maintenant qui a gagné le gros lot à la loto 6/49. En effet, M. et M^{me} Kelly de Brantford, Ontario, ont réclamé hier un prix atteignant presque 14 millions de dollars. Mais les Canadiens savent-ils qu'une somme encore plus élevée demeure dans les coffres de Loto Canada? Loto Canada? Oui, ce dinosaure des loteries existe encore, cinq ans après que le gouvernement du Canada s'est retiré du domaine des loteries. Des prix totalisant 14.5 millions de dollars rapportent de l'intérêt, alors que les responsables de Loto Canada se tournent les pouces et ne font que dépenser l'argent des contribuables.

L'an dernier, Loto Canada, qui compte cinq employés à temps partiel, est parvenu à dépenser l'incroyable somme de \$779,000, soit \$166,000 par employé à temps partiel. De plus, elle a engagé un expert-conseil pour rédiger un rapport sur les paris sportifs, domaine qui, selon le vérificateur général, ne faisait pas partie de son mandat. Cet expert-conseil, M. Ian Howard, est, par pure coïncidence, un ex-adjoint de Iona Campagnolo, président du Parti libéral du Canada. M. Howard a reçu la modique somme de \$75,000 pour ses services. N'ayant